

X



GRAND ANGLE



Kamel, agent de prévention et de médiation au Mureaux, à la sortie des classes du collège Jean-Vilar, fin novembre 2010.

Les médiateurs veillent aux liens

Pour pallier l'absence d'îlotiers, de plus en plus de villes recourent à des trentenaires issus des quartiers populaires. Aux Mureaux, ils sont une quinzaine à désamorcer les tensions entre les habitants.

Par **WILLY LE DEVIN**
Photos **VINCENT NGUYEN.**
RIVA PRESS

C'est d'abord un can-deur qui vole en éclats. Lorsque l'on demande à Manu, l'indéboulonnable chef de l'équipe d'«agents de prévention et de médiation» des Mureaux (32 000 habitants), la situation qui l'a le plus marqué en quinze ans de médiation, il répond du tac au tac : «Demandez-nous plutôt ce que nous n'avons pas encore vécu. Ça ira plus vite !» Depuis 1995, date de la création par la muni-

cipalité de cette escouade de l'ombre, ce quinquarâblé, au regard bleu perçant et à l'accent portugais fleuri, a désamorcé une pelletée de conflits, écopé des appartements inondés, conduit plusieurs personnes à la préfecture chercher des papiers, canalisé un mouvement de travailleurs clandestins, sécurisé des dizaines de concerts.

Aujourd'hui, ils sont une quinzaine à arpenter à ses côtés les rues de cette ville des Yvelines, de jour comme de nuit. Il y a Pierre, 37 ans, l'adjoint de Manu et responsable de l'équipe du soir, mais aussi Mohammed, Kamel, Baboy, Dominique... Tous entre 30 et 40 ans,

grandis aux Mureaux, payés au Smic (ou légèrement plus), et d'origines plurielles. Comme beaucoup d'autres «partis s'établir dans un environnement plus favorable pour réussir», dit Manu, ils auraient pu tourner le dos à la ville. Mais ils ont pour les Mureaux la tendresse que l'on accorde aux lieux où l'on a fait ses premières armes : «Fuir était une

solution, dit Pierre, mais, on a fait le choix d'apporter notre énergie à la ville présentée injustement par les médias comme un territoire détestable. Il n'y a pas un jour où je le regrette.»

A les écouter, médiateur ne serait pas tant un travail qu'un service, mêlant inti-



mement efficacité et affect. «L'idée est de tisser des liens privilégiés avec les habitants. On aide à monter les courses, on encadre les matchs de foot, on fait en sorte que jeunes et policiers ne se fassent pas la guerre. Il faut montrer qu'on est là même quand tout va bien. C'est très important que les gens perçoivent une présence continue, a fortiori quand il ne se passe rien de grave. Si notre parole est crédible dans les situations de tension, c'est uniquement parce que nous sommes en permanence dans un rapport de proximité», décrit Pierre. Manu abonde : «On est en permanence dans le relationnel, il faut parler vrai, avec les codes des banlieues. Pour nous, c'est naturel puisque nous venons de ce milieu. Les Muriautins nous acceptent dans leur cercle car nous faisons partie des leurs. C'est tout le travail qu'étaient en passe de réussir les ilotiers avant que le gouvernement ne fasse l'erreur de les supprimer.» Les agents de la police de proximité, mise en place par les socialistes en 1998, ont été supprimés par Nicolas Sarkozy en 2003.

Rupture avec les caïds

La médiation a longtemps souffert du côté fourre-tout qu'elle inspirait. «Les médiateurs étaient bien souvent des emplois-jeunes, qu'on mettait un peu partout sans savoir exactement pourquoi», explique-t-on à Oméga 16, un institut d'Angoulême (Charente) chargé d'évaluer l'efficacité des dispositifs de médiation. Laurent Giraud, directeur de France Médiation, un réseau polymorphe regroupant 43 structures de médiation sur l'ensemble du territoire français, note, lui, «un net regain d'intérêt pour la discipline». «De nombreux élus locaux qui avaient abandonné la médiation pour des raisons budgétaires ou idéologiques y reviennent de plus en plus. Ils se rendent compte qu'entre la police et des



A la salle de boxe du gymnase Pierre-de-Coubertin.



seur de boxe au club des Mureaux, le jeune homme croit en son job : «Je dors bien quand je sais que tous les élèves du collège sont rentrés chez eux dans le calme.»

Pour les jeunes perturbateurs, Kamel dispose d'un arsenal allant de la simple réprimande aux heures de colle. «C'est assez inédit, les heures de colle, et cela résulte d'un accord spécifique, passé entre les agents de préventions et les différents chefs d'établissement. Ce qui nous intéresse, c'est de montrer aux adolescents que la discipline ne s'arrête pas en franchissant le portail de l'établissement», observe le jeune homme.

Ces compétences élargies témoignent d'une diversification de l'action des médiateurs autrefois cantonnés aux seules actions de terrain. Il n'est pas rare, désormais, de les voir participer aux décisions municipales. Le maire des Mureaux, François Garay (divers gauche), leur accorde une place importante dans la baisse de 30% de la délinquance enregistrée par la ville depuis 2007 (selon les chiffres du commissariat). Ainsi, la cellule de prévention des risques urbains consulte systématiquement les médiateurs lorsqu'il s'agit de «sonder la sûreté» de la zone d'implantation d'un futur commerce.

De même, il leur incombe de signaler aux services techniques de la ville les dégradations de mobiliers urbains. «Cette tâche, apparemment futile, est essentielle, explique-t-on chez Oméga 16. Une population évoluant dans un espace dégradé est davantage en proie au sentiment d'insécurité. Or, un lampadaire cassé, et remplacé immédiatement envoie aux habitants des signaux de vigilance, de réactivité de la force publique, et donc de protection. L'environnement et le climat général sont moins anxigènes. Et la population ne se cristallise pas autour d'un sentiment d'insécurité.»

caméras, il y a un grand vide... technique tout simplement un lien évident et indispensable. (1)» «Ce qui séduit d'autant plus, continue-t-il, c'est que la médiation est sortie de cet amalgame récurrent avec la politique des grands frères. On a trop longtemps acheté la paix sociale en confiant des responsabilités aux caïds. Désormais, un médiateur c'est une somme de compétences reconnues, 350 heures de formation encadrée, un cahier des charges précis à respecter, et une solide expérience du terrain.»

Le collectif assure par ailleurs que le débat sur la médiation sociale «se pose à nouveau de façon insistante» au ministère de la Ville, et que nombre de localités, notamment en région parisienne, lancent des appels d'offres pour se doter d'équipes spécialisées. Et pour cause: en matière de sécurité, les trois quarts des meilleurs élèves de France sont des villes qui ont recours à cette pratique, estime-t-on encore du côté de France Médiation.

Toutefois, celle-ci n'est pas la panacée car elle ne règle en rien les problèmes de sécurité pure qui relèvent des forces régaliennes de l'Etat. De l'aveu même de Manu, «la parole des agents est loin d'être toujours entendue: pourquoi un jeune qui gagne trente fois notre salaire grâce au trafic de drogue et qui roule dans des voitures de luxe nous écouterait-il? Face à ce type de public, nous sommes impuissants. Il nous faut une collaboration aigüe de la police». Dans son livre *Opération banlieues* (2), le journaliste Hacène Belmessous loue la médiation pour son «utilité sociale significative». Sa démonstration se fonde sur une étude recoupant des données scientifiques solides, recueillies à Marseille, Angoulême, Niort, Lille et Chalon-sur-Saône (3). Ces villes connaissent de façon quasi immédiate «une baisse des incivilités en moyenne de 30% grâce à la médiation sociale». Toujours selon cette étude, les dispositifs d'agents de prévention



Tous les soirs, Kamel se poste à la sortie des classes du collège Jean-Vilar.



Manu, en tournée dans les quartiers: «On est en permanence dans le relationnel.»

à la sortie des établissements scolaires sont unanimement appréciés par la population: «Les parents d'élèves sont particulièrement demandeurs. Les médiateurs ont un effet apaisant pour l'ensemble des enfants et des adolescents. Sans eux, il y aurait plus d'intolérance.»

Réprimandes et heures de colle

Aux Mureaux, ils veillent ainsi à la sortie des établissements scolaires. S'il n'est pas question, pour Manu, de «se substituer aux profes-

seurs d'éducation civique», ils interviennent dans les classes afin «de familiariser les jeunes à notre présence et à notre rôle». «C'est important qu'ils aient une perception parfaitement claire de notre statut et de nos compétences. Nous ne sommes pas des professeurs, pas des juges, pas des grands frères, pas des policiers», précise-t-il. Kamel, qui se poste tous les soirs devant le collège Jean-Vilar dans le quartier de Grand-Ouest, déclame: «On ne respecte que ce qu'on connaît.» Partageant son temps entre la médiation et ses activités de profes-

«Parler aux mamans»

Seul point de friction persistant: la confidentialité nécessaire à la discipline hérisse toujours le poil de certains édiles, peu enclins à déléguer une certaine autonomie à leurs agents. Car bien des secrets sont entre les mains de Manu et de son équipe. «Ces choses de l'intime», dit Pierre. Des confidences dont ils ne seront parfois que les seuls détenteurs, glanées sous le feu de la confiance et de l'estime. «On connaît les soucis propres à chaque famille. Telle femme a été meurtrie par les coups de son mari. Tel adolescent a vu son frère partir en ville», explique Pierre. Mohammed, emmitoufflé dans son gilet jaune au sigle de la ville, opine du chef: «Il faut absolument parler aux mamans, affirme-t-il, elles qui sont souvent si effacées dans la vie des quartiers.» Ils recueillent ainsi des informations essentielles pour adopter le bon ton, trouver les mots justes, ceux qui touchent. Certaines sont consignées dans des notes que les médiateurs s'échangent, puis classent dans leur modeste bureau d'un immeuble de Bècheville, un quartier des Mureaux.

Sur une chaise de leur local trône Winnie, une énorme peluche, mascotte de l'équipe. Au mur, un article sur Charlène, 10 ans, enlevée et violée en 2006, finalement retrouvée par la police le lendemain dans la commune voisine d'Aubergenville. Manu se fige, ému. «J'avais mis toute mon équipe sur le pont pour la retrouver. On n'a pas réussi, lâche-t-il, nous ne sommes pas la solution ultime à tous les problèmes.»

(1) Le Fonds interministériel de prévention de la délinquance alloue 80% de ses crédits à la vidéo-surveillance.

(2) *La Découverte*, 2010, 200 pp., 15 €.

(3) Réalisée sur un an par Omega 16, auprès de 500 personnes en relation directe avec des agents de médiation.